

bureau d'Europe même si cela entravait d'autres travaux, pour parer à toute affluence de réfugiés.

Je pense que quiconque s'est donné la peine de réfléchir deux minutes à cette question se rend compte que dans la première semaine, mettons dans les dix premiers jours de cet exode de réfugiés, très peu d'entre eux pouvaient penser à traverser l'Atlantique ou à aller en Australie. Ils se demandaient où ils trouveraient leur prochain repas, ils se préoccupaient de ce qui était arrivé aux autres membres de leur famille qui ne s'étaient pas échappés, ils se demandaient ce qui se passait en Hongrie, et si la révolution dont ils attendaient tant allait être écrasée ou si au contraire la situation évoluerait de telle sorte qu'ils pourraient retourner en Hongrie. Je pense que la plupart d'entre eux sont encore sous l'empire de ces préoccupations.

Mais en une semaine on vit venir en nombre croissant des gens qui avaient décidé que la meilleure chose à faire serait d'aller au Canada, aux États-Unis ou en Australie, pour s'y installer au moins quelque temps car il n'y avait pas grand chose à espérer pour eux en Hongrie. Nous avons demandé aux autorités autrichiennes si nous devrions envoyer des équipes dans les camps, mais elles nous ont prié de n'en rien faire. Elles nous ont dit que nous ne pouvions pas envoyer des gens outre-Atlantique ou en Australie à moins qu'ils ne désirent y aller. Cela veut dire qu'il faut poser des questions et retarder leur déplacement. Il n'est pas grave d'envoyer quelqu'un en Suisse, en Suède, en Allemagne ou dans quelque autre pays voisin d'où il est possible de revenir chez soi sans grande difficulté et où l'on peut séjourner le temps de prendre des décisions.

On nous a dit qu'on voulait transférer ces gens le plus tôt possible des camps vers les pays qui leur offrent un refuge.

On nous a dit vouloir que les États-Unis, le Canada et l'Australie s'occupent promptement des personnes qui avaient montré de l'intérêt pour l'un ou l'autre de ces pays. On nous a dit qu'on nous enverrait ces gens et depuis c'est ainsi que vont les choses.

Le 6 novembre au matin, nous avons fait savoir que non seulement priorité était-elle accordée à toutes les personnes, quelles qu'elles soient, qui présentaient une demande, mais que le personnel allait être augmenté pour parer à un afflux éventuel, et que quiconque voulait venir au Canada et le pouvait physiquement, bénéficierait de l'aide au transport sans égard à ses moyens. C'était le cas alors comme maintenant. Nous n'avons pas cherché à savoir si nous serions remboursés de ce prêt. Nous espérons un

[L'hon. M. Pickersgill.]

remboursement en temps et lieu puisque la plupart de ces gens n'auront guère de difficulté, je crois, à s'établir au Canada d'ici quelques mois.

J'ai déclaré clairement à Toronto, Winnipeg, Vancouver et partout où l'on m'a questionné à ce sujet, que tout particulier ou organisme sérieux du Canada était libre de se porter garant d'immigrants, soit qu'il s'agisse de gens qu'on pourrait connaître, soit simplement pour faciliter l'entrée de gens qu'on ne connaît pas. Cela comprend les gens qui ne peuvent se suffire à eux-mêmes ou même les personnes qui ont besoin de soins médicaux. J'ai dit aussi que si certaines de ces personnes avaient besoin de soins et que, de ce fait, il ne nous était pas permis de les laisser immigrer dans notre pays, j'utiliserais les pouvoirs dont le Parlement avait investi le ministre, aux termes de la loi sur l'immigration, de manière qu'elles puissent bénéficier de ces soins médicaux une fois entrées dans notre pays, chaque fois que la chose paraîtrait possible. J'ai dit aussi que toute demande adressée à un bureau de l'immigration, au Canada, par des Hongrois ou des Canadiens d'origine hongroise, devait être reçue et que rien ne devrait être négligé pour retrouver la trace des personnes qui en faisait l'objet s'il y avait lieu de croire le moins du monde qu'elles se trouvent parmi les réfugiés ou qu'on puisse, d'une façon ou d'une autre, les faire entrer chez nous.

Je me suis mis en contact fort étroit avec Vienne. Nous en recevons d'ailleurs des rapports tous les jours. Nous avons eu avec cette ville trois ou quatre communications téléphoniques. La chose sur laquelle j'ai particulièrement insisté, c'est que l'afflux d'immigrants ne doit pas cesser, que toutes les personnes qui se présentent doivent être reçues, même si cela doit entraîner la suppression des formules à remplir, des radiographies, etc., en somme de toutes les formalités administratives, chinoiseries si vous voulez, ou façons normales de procéder. Nous jugeons ces méthodes utiles à l'établissement des immigrés chez nous. Si on s'en écarte, les difficultés en ce sens seront plus grandes, mais il faudra bien s'y résoudre car nous voulons laisser entrer ces réfugiés au Canada. C'est l'attitude que j'ai adoptée, soit que la principale chose à faire, c'était d'entretenir le mouvement. Jusqu'à maintenant, nous n'y avons éprouvé aucune difficulté.

Je me suis vite rendu compte, à mon retour de la côte du Pacifique, la semaine dernière, que le nombre des immigrants atteignait alors des proportions qui seraient bientôt supérieures à la capacité des moyens ordinaires de transport. Je communiquai sans